



**2017 LES RENCONTRES
NATIONALES DU PCF**
LA FRANCE EN COMMUN

Pierre Dharréville,
secrétaire de la fédération du PCF13
et **Pierre Laurent** secrétaire national du PCF
vous invitent,

Mardi 7 février 2017 à 18h30

Salle Gagarine, rue Charles Nedelec 13110 Port-de-Bouc

Le progrès social est une idée neuve

TABLE-RONDE

ONT DÉJÀ CONFIRMÉ LEUR PARTICIPATION :

Bernard Thibault, syndicaliste, membre de l'OIT
Agnès Freschel, directrice de *Zibeline*, mensuel culturel
Anne Le Loarer, syndicaliste de la protection sociale
Serge Jacquet, vice-président des Mutuelles de France
Anne Bachman, syndicaliste de la fonction publique territoriale

En présence de

Patricia Fernandez-Pédinielli, Maire de Port de Bouc
et **Gaby Charroux**, député des Bouches-du-Rhône

2017, L'humain d'abord !

PCF
Parti communiste français


**FRONT
DE GAUCHE**



POURQUOI CETTE INITIATIVE ?

À l'issue d'un quinquennat marqué par des renoncements et des désillusions et après le puissant mouvement contre la loi travail de l'année dernière, le débat présidentiel actuel ne répond pas aux exigences qui s'expriment sur la question sociale. Et le programme ultralibéral et réactionnaire de François Fillon, ainsi que l'imposture de celui de madame Le Pen qui conduirait à de profondes fractures dans la société française, représentent un grave danger pour notre pays.

Les communistes ont décidé d'engager toute leur énergie dans les campagnes présidentielle et législatives pour réorienter le débat public autour d'une nouvelle ambition de progrès social. Nous pensons que **le temps est venu d'un nouvel âge de la protection sociale pour « débarrasser les travailleurs de l'incertitude du lendemain »** comme l'énonçait l'ordonnance du 4 octobre 1945 de création de la sécurité sociale.

Ce nouvel âge de la protection sociale concerne bien sûr **le développement de notre système public de santé, des branches actuelles de la sécurité sociale**, mais également **une nouvelle ambition de sécurisation pour l'emploi** à l'opposé de la loi travail adoptée lors de ce quinquennat qui doit être abrogée.

De nombreuses propositions de dispositifs sont sur la table pour faire reculer la précarité et le chômage : refonte des minima sociaux, revenu universel, salaire à vie, sécurité sociale professionnelle... Qu'en est-il réellement et quelle proposition offensive de sécurisation de l'emploi et de la formation constituerait une réelle innovation sociale ? Débattons-en.

Ce nouvel âge de la protection sociale viserait enfin à faire reculer les inégalités et à garantir concrètement les droits fondamentaux, notamment l'accès au logement, par **une relance de l'ensemble des services publics.**

Retrouvons-nous le 7 février pour débattre de ces enjeux et imposer dans le débat public des propositions de nouvelles avancées sociales !